

Banque africaine de développement



Discours de Donald Kaberuka Président de la Banque africaine de développement

**à l'occasion de la réunion du G20 : des solutions pour un
nouveau monde**

Paris, le 21 octobre 2011

Monsieur le Président de la séance, M. le Ministre de Raincourt,

Mesdames, Messieurs les Ministres,

Mesdames, Messieurs,

Avant tout propos permettez-moi de féliciter la France pour cette initiative ainsi que l'action qu'elle mène à la tête du G20 depuis près d'un an.

Vous avez su avec méthode, mobiliser la communauté internationale autour d'un agenda du développement, pour une croissance plus durable et équitable dans le monde.

L'Afrique et ses institutions s'honorent d'avoir été étroitement associées aux réflexions qui ont jalonné ce chemin dont l'aboutissement sera le sommet de Cannes.

Excellences, chers amis, depuis une décennie, l'Afrique, notre continent a marqué un tournant. Cette tendance marque un vrai départ Par rapport à la stagnation du passé. L'Afrique est porteuse de grand espoir avec:

- l'appui de ses partenaires
- la résilience de son peuple
- le talent de ses jeunes, ces entrepreneurs
- la force de sa démographie et les réformes économiques

L'Afrique, certes fait toujours face aux grands défis mais aujourd'hui aussi, une terre d'opportunités, j'espère. Un continent appelé à contribuer à la croissance dont l'économie mondiale a grandement besoin aujourd'hui.

Oui, l'Afrique a fait un grand bond en avant. Mais nous restons prudents et vigilants face aux risques tant internes qu'externes. Nous reconnaissons les erreurs commises dans le passé. Les poches des difficultés, que ça soit la gouvernance économique, la gestion de l'espace politique, la gestion des ressources naturelles, et j'en passe.

Nous sommes particulièrement conscient que pour être irréversible, cette dynamique a besoin d'être soutenu par une croissance qui n'est pas non seulement forte, vu notre démographie, mais une croissance partagée et inclusive à l'intérieur de nos états ainsi qu'une croissance inclusive sur le plan international.

C'est en ce sens que l'agenda de la présidence française du G20 prend tout son sens, celui de contribuer à ce momentum pour libérer le potentiel de l'Afrique et l'ensemble des pays en voie de développement, pour le bien de l'Afrique mais aussi pour le bien du monde.

Ceci à travers cet agenda que vous avez si bien défini : la lutte contre la volatilité des prix agricoles, le problème des infrastructures, tout comme les financements innovants.

Excellences, chers amis,

Permettez-moi de revenir sur cette question de la croissance inclusive.

L'Afrique du Nord, le Printemps Arabe a montré la nécessité d'asseoir dans nos Etats une vraie démocratie, et la participation de la jeunesse pleinement à la vie sociale et économique de leurs pays.

Les Tunisiens et les Tunisiennes, berceau de ce « Printemps Arabe » iront aux urnes après-demain.

Les choix de ces peuples conditionneront pendant longtemps la trajectoire de cette région au sud de la Méditerranée, et la prospérité de cet ensemble de 215 millions de personnes, dont 50 millions âgées de moins de 15 ans.

La Banque africaine accompagne ces pays dans leur transition.

Nous avons été la première institution financière de développement à apporter à la Tunisie à travers un appui très significatif de décaissement rapide, destiné à accompagner les réformes économiques et sociales, durant cette phase de transition.

Nous œuvrons en étroite collaboration avec d'autres organismes financiers internationaux dans le cadre du partenariat de Deauville.

La Banque africaine assure également pour cette première année, le secrétariat pour la plateforme de cette coordination conjointe.

Mais il est vrai aussi que pour donner l'espoir aux jeunes, créer les emplois, rendre l'Afrique moins dépendant de l'aide il y a des contraintes majeures à lever. C'est pourquoi je tiens à saluer la priorité qui est donnée à la question des infrastructures à la présidence française du G20.

Les Banques multilatérales de développement et le Panel de Haut niveau que vous avez mis en place ont développé un plan d'action et avancé des idées très constructives pour des projets concrets.

Nous attendons avec impatience la suite qui sera donnée à ces recommandations par le Sommet de Cannes.

La Banque africaine jouera pleinement son rôle pour maximiser les effets de levier dans ce domaine, grâce à plusieurs avantages qu'elle a. Celles-ci comprennent ses produits de garantie des risques, ses capacités de syndication, son expérience, sa connaissance du terrain, et son « franchise value » afin d'attirer les financements privés vers les projets d'infrastructure en Afrique, en particulier ceux destinés à l'intégration économique.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

C'est pour la même raison que je salue les initiatives sur l'agriculture. Aujourd'hui, la volatilité des prix des produits agricoles et les cours de certains produits alimentaires ont dépassé les niveaux record atteints durant la crise de 2007-2008.

La crise que connaît la Corne de l'Afrique en témoigne, certes, provenant d'une combinaison de la guerre en Somalie qui dure depuis bientôt vingt ans, de la pire sécheresse en 60 ans, et des mouvements de réfugiés et de personnes déplacées. Ce sont des éléments qui interpellent la communauté internationale mais surtout la communauté africaine.

Cette crise qui nous rappelle enfin le besoin d'ajuster et de regarder en face les réalités et les conséquences des changements climatiques et nos approches aux questions de développement aux réalités des changements climatiques.

Dans presque un mois, nous serons à Durban, en terre africaine, pour la prochaine conférence internationale sur le changement climatique.

Nous gardons l'espoir que le sommet de Durban, suite à Cancun et Copenhague, verra du progrès, surtout sur les mécanismes de financement et la création du fond destiné à combattre les effets du changement climatique.

Excellences, Mesdames, Messieurs,

Maintenant sur le plan externe.

J'ai évoqué tout à l'heure la situation économique de l'Afrique et des risques internes.

Mais nous restons également attentifs et surtout aux risques externes, notamment celui de la contagion indirecte de la crise financière et de l'impact sur notre économie réelle.

Il est certain que le ralentissement dans les pays de l'OCDE aura un impact négatif sur les économies africaines.

Une baisse d'un point de pourcentage du PIB des pays de l'OCDE se traduirait par une baisse de dix pour cent de leurs recettes d'exportations.

Nous sommes conscient que les difficultés financières et économiques confrontés par les pays du nord ne sont pas faciles. Déficit, endettement, chômage, vont exiger les mesures douloureuses. Mais de constater cela exige une logique de croissance dont l'Afrique voudrait être partie prenante.

Voilà pourquoi nous considérons que le travail abattu concernant de nouveaux instruments de financement est très pertinent. Non seulement parce que dans cette période du contexte budgétaire difficile, l'innovation s'impose, mais parce que l'architecture de la solidarité internationale a radicalement changé depuis 10 à 15 ans. Nous avons nous-mêmes contribué au débat du groupe de travail sur cette question et nous avons accueilli avec intérêt les propositions qui ont été élaborées.

Excellencies, Ladies and Gentlemen,

Let me conclude by expressing our satisfaction at the leadership you Mr. President and your country have provided – and to the G20 members – for the right emphasis put on development issues since the Summit of G20 in Korea.

I would like to thank our good friend President Lula, who demonstrated that inclusive growth was not only a necessity but an investment. I am convinced that this emphasis on development by the G20 is not only critical for Africa and low income countries. It is critical for the recovery of the global economy.

Today more than ever, the world needs a new growth momentum in order to deal with the multiple problems we face – unemployment, deficit, debt and global poverty. Africa and its institutions are keen to play their part in that renewed growth momentum which the world economy needs at this time.

I wish you successful deliberations and I thank you for your attention.